

PCF

Parti Communiste Français

L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 7 au 20 octobre 2013 – n°134

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Relever les défis, rassembler dans les luttes sociales et politiques

L'étude de la conjoncture économique révèle la profondeur de la crise. Les accents triomphateurs de F. Hollande annonçant la « sortie de crise », « l'infléchissement de la courbe du chômage », pour la fin de l'année, et enfin une « stratégie nationale à 10 ans », sont contredits par la réalité.

La politique menée par le chef de l'État et le gouvernement s'inscrit dans les objectifs du Medef et des puissances financières; elle ne peut qu'aggraver la situation économique et sociale.

Nous envisageons pour la fin octobre de présenter publiquement une étude sur la conjoncture nationale et internationale, avec nos propositions pour une véritable politique de gauche.

L'action sur le terrain est indispensable et les communistes sont bien décidés à s'y employer, avec les forces sociales et politique de gauche, les salariés, les retraités, les jeunes, dans les entreprises, les localités.

Il s'agit d'agir pour infléchir la politique gouvernementale, en avançant des propositions pour des réformes progressistes, antilibérales jusqu'à changer radicalement de cap. C'est possible. **Pierre Laurent** appelle dans ce sens, pour un rassemblement dans l'action, au parlement, avec les élus de gauche.

Les élections municipales de 2014 sont un moment important pour permettre à l'ensemble de l'électorat de gauche, y compris l'électorat socialiste et le PS, dans les localités, de s'unir sur des projets, pour l'emploi, les services publics, y compris le développement industriel, le financement des communes, la culture...

Le rassemblement de la gauche pour un vrai changement doit permettre de faire reculer la menace de la droite et de l'extrême-droite dans notre pays et de répondre à la volonté du peuple. **Roland Farré**

SOMMAIRE

- P1 Édito – Gauche en marche - Sommaire
- P2 Agenda - QUELLE POLITIQUE D'ACCUEIL DES ETRANGERS EN HAUTE-SAVOIE ET EN FRANCE ?
- P3 Brignoles : faire barrage à l'extrême droite – Lampedusa : le PCF dénonce des politiques sécuritaires et égoïstes - la Vème : une République en plastique - Rythmes scolaires : Concertation nécessaire
- P4 Offensive patronale : la gauche ne doit pas se laisser impressionner – Roms : La gauche doit cesser de se placer sur le terrain de la droite – Berlusconi : Le peuple italien n'a pas à subir les caprices de la diva - Aube dorée n'a pas sa place dans une démocratie
- P5 L'État ne doit pas se désengager de l'aide juridictionnelle - Syrie : Processus politique, seul chemin susceptible d'arrêter les violences - Soudan : Halte à la répression - Attaque de Nairobi : sortir de ce chaos
- P6 dérèglement climatique : Pour une intervention des États et des peuples - Fusillés pour l'exemple : Encore un effort monsieur le Président - Municipales: le PCF privilégie le rassemblement - Huma dimanche du 3/10
- P7 Lettre à Valls de Jean-Claude Lefort Député honoraire Fils de Manouche
- P8 Entendre la voix des lycéens ? Chiche ! - Valls : Surenchère raciste et frénésie sécuritaire
- P9 A chaque jour suffit sa haine ! - Hollande à l'ONU : un billet d'avion pour rien - Les étudiants dans la ligne de mire du budget 2014
- P10 Le dimanche on veut réviser, pas travailler ! - Les étudiants mobilisés à Montpellier - "Une balle dans la tête" outil de démocratie pour le maire d'Orange ? - Propos xénophobes du maire UMP d'Hautmont (59) : le flot de haine doit cesser !
- P11 "Les communistes ça suffit" : La sale campagne d'Hanotin (PS) à Saint Denis - Municipales au Portugal : Le Parti Communiste Portugais troisième du pays - Deux interventions en commission Culture et éducation (Marie-Christine Vergiat)
- P12-13 Les députés du Front de gauche ne renoncent pas !
- P13 Nouveau livre de Patrick Le Hyaric "DRACULA CONTRE LES PEUPLES" - Réforme de la PAC. Occasion manquée !
- P14-15 Égaux devant l'impôt ?
- P16 Un village d'insertion pour les Roms dans les beaux quartiers de Paris - Aidons l'Huma ! - Élections autrichiennes : les communistes résistent, meilleur score depuis 1975

Mercredi 9 octobre réunion Gauche En Marche

(me contacter pour l'heure et le lieu)

Il n'y a guère à épiloguer pour montrer que la politique du gouvernement actuel tourne le dos aux valeurs de la gauche. Les électeurs de gauche la rejettent d'ailleurs en s'abstenant massivement.

Or, il ne votent pas pour les partis hors gouvernement, qu'ils soient du Front de Gauche ou d'extrême-gauche.

Par-delà les différences d'opinion entre les organisations voire les animosités personnelles, il faut que la gauche fasse bloc autour de valeurs communes, et d'actions à mener localement.

Retrouvons-nous pour définir ensemble les éléments d'une gauche qui marche au niveau local. **Pierre BOUKHALFA**

Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30 Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Mardi 8 octobre réunion Chaîne Humaine contre les haines

Mercredi 9 octobre réunion Gauche En Marche

Jeudi 10 octobre journée d'action CGT pour les retraites

20h salle Yvette Martinet Annecy Conférence Amis de la Terre : Et si le solaire faisait de l'ombre au nucléaire ?

20h Alterlocal Gérons nous mêmes la ville ! Projection-Débat organisé par la CNT 74

Vendredi 11 octobre 18h20 devant la salle du Rabelais à l'occasion de sa venue à Meythet, protestation face aux propos tenus par Monsieur Valls sur les Roms, et expression des inquiétudes par rapport à la politique actuelle de l'asile.

RESF74, CDDA, Secours catholique, et Ligue des Droits de l'Homme, ont envoyé aux média le communiqué ci-après et appellent tous ceux qui sont aussi choqués à un rassemblement avec comme seuls mots d'ordre et d'affichage : "NOUS SOMMES TOUS DES ETRANGERS EN QUÊTE DE DIGNITÉ" (les affiches seront remises sur place).

QUELLE POLITIQUE D'ACCUEIL DES ETRANGERS EN HAUTE-SAVOIE ET EN FRANCE ?

A l'occasion de la venue de Monsieur Valls à Meythet vendredi 11 octobre, c'est la question que veulent poser le Comité de Défense du Droit d'Asile, la Ligue des Droits de l'Homme, le Réseau Éducation sans Frontières et le Secours Catholique.

Ces associations se sont adressées par lettre à Monsieur le Ministre de l'Intérieur en juin dernier au sujet des dysfonctionnements qu'elles constatent en matière d'accueil des étrangers. Si la réponse écrite qui leur a été faite évoque des intentions et des pistes de réflexion, la situation ne s'arrange pas sur le terrain... ni dans la bouche du Ministre !

C'est pourquoi nous, membres de ces associations, tenons à exprimer notre inquiétude sur plusieurs points.

La stigmatisation d'une partie de la population par des généralisations n'est pas tolérable, par principe. Par ailleurs, les propos tenus par Monsieur Valls sur les Roms sont de nature à décourager tous ceux faisant preuve de volonté d'intégration ainsi que les citoyens, associations et collectivités qui mettent beaucoup d'énergie à les aider dans ce sens.

En ce qui concerne le dispositif de l'asile, nous voulons attirer l'attention sur des problèmes graves.

Lorsque des demandeurs d'asile déposent leur demande en préfecture, la loi prévoit qu'ils soient alors logés et nourris pendant l'examen de leur dossier. Ce n'est plus le cas actuellement en Haute-Savoie, et ces demandeurs, souvent avec enfants, sont à la rue et ne bénéficient d'aucun accompagnement.

Par ailleurs, pour tous les requérants de l'asile, les délais d'étude des dossiers sont si longs (plusieurs années) qu'ils engendrent des situations humaines indignes de notre pays. Nous rencontrons trop souvent des personnes qui, ayant connu déjà des expériences difficiles et venues chercher asile en France, sont en souffrance, confrontées à des conditions de vie dégradantes et traumatisantes, avec toutes les conséquences inévitables sur leur état de santé et sur l'évolution notamment des enfants.

Évoquons aussi l'enfermement d'enfants en centre de rétention administrative : cela ne devait plus se pratiquer d'après une promesse de candidature présidentielle, et pourtant cela arrive encore !

Impliqués au quotidien, les bénévoles de nos associations sont confrontés à des situations lourdes humainement et sont eux-mêmes mis en souffrance personnelle face aux carences de l'État. Sans ignorer la complexité des problèmes, nous demandons une politique d'accueil des étrangers respectueuse de la loi et de la dignité humaine.

Comité de Défense du Droit d'Asile, Ligue des Droits de l'Homme, Réseau Éducation sans Frontières, Secours Catholique.

Dimanche 13 octobre Forum des Associations Anne/cy

Lundi 14 octobre réunion Collectif Palestine

Mardi 15 octobre Grèves et manifestations pour les retraites, les salaires, l'emploi et contre le travail du dimanche.

RETRAITE
NON aux 43 ans de cotisations
OUI à une retraite pleine et
entière à 60 ans

SALAIRE
SMIC et démarrage des
Grilles à 1700 €
300 € mini d'augmentation
mensuelle pour tous
les Salaires, Pensions
et Retraites

4 octobre 2013
74
la
cgt
Haute-Savoie

**MARDI
15 OCTOBRE
2013**

**GRÈVE - MANIFESTATION
RASSEMBLEMENT
10 H 00
ANNEMASSE**

EMPLOI
STOP AUX LICENCIEMENTS
EMBAUCHES EN CDI

**TRAVAIL DU
DIMANCHE**
NON ! LE DIMANCHE on
en profite pour se reposer,
se divertir, profiter de sa
famille, de ses amis ...

**NON AU PLAN DE LICENCIEMENTS
CHEZ PARKER !
OUI À LA RECONQUÊTE INDUSTRIELLE
EN HAUTE-SAVOIE**

Mercredi 16 octobre réunion Chaîne Humaine contre les haines

20h Alterlocal Bande originale d'une révolution (documentaire 76min)

Jeudi 17 octobre réunion Mouvement de la Paix

20h Alterlocal Soirée courts métrages engagés

Samedi 19 octobre journée de mobilisation nationale contre les gaz de schiste. Pour nous, le lieu de rassemblement se trouve à St Claude. 10

H conférence de Thomas Porcher sur le mirage des gaz de schiste. / Après-midi : manifestation. Pour le transport, les Amis de la Terre 74 organisent un transport par autocar pour se rendre sur place.

Le car partira à 8h précises de Cran, devant l'école René Cassin, allée des Harmonies à Cran-Gevrier. Retour vers 19 H, l'heure de retour dépendra de l'heure de fin de la manif. Inscriptions avant le 12 octobre : envoyer un chèque de 16 € par adulte, 10 € par enfant, à l'ordre des Amis de la Terre 74 - 23 allée des Harmonies - 74960 Cran-Gevrier

SAMEDI 19 OCTOBRE 2013

**MOBILISATION GÉNÉRALE
CONTRE LES FORAGES
SAINT-CLAUDE (39)**

14h30
MANIFESTATION
PLACE DU 9 AVRIL 1944

10h - CONFÉRENCE DE THOMAS PORCHER
SALLE BAVOUX LANÇON
À PARTIR DE 18h - SOIRÉE CONVIVIALE
SOUPE, MUSIQUE, SLAM...

GLOBAL
FRACKDOWN

RASSEMBLEMENT ORGANISÉ PAR
LES COLLECTIFS FRANC-COÛTES & RHÔNE-ALPES
<http://globalfrackdown.org> - <http://stopgazdeschiste.org>

Brignoles : ne pas s'abstenir et faire barrage à l'extrême droite

Le 1er tour des élections cantonales partielles de Brignoles a été marqué par une abstention record de près de 70%. Cette triste participation en conformité avec toutes les partielles précédentes résulte avant tout de la désespérance que la politique du gouvernement suscite chez les électeurs de gauche. C'est elle qui met le candidat du FN en position de l'emporter au 2e tour.

Les tentatives à droite de banaliser le FN sont aussi responsables du fait que les deux candidats d'extrême droite totalisent pas loin de 50% des suffrages exprimés.

C'est une situation d'une extrême gravité pour la démocratie et pour le combat contre l'austérité !

La division à gauche provoquée par la candidate d'EELV et encouragée par de trop nombreux socialistes locaux malgré les prises de position de la direction nationale du PS, prive notre candidat, prive la gauche de l'accès au 2e tour.

Même si le second tour aurait été difficile, EELV porte la responsabilité de la seule présence de l'UMP et du FN.

Dans ce contexte de division de la gauche face au danger d'extrême droite, où de plus le conseiller général sortant notre camarade Claude Gilardo maire de Brignoles ne se représentait pas, le PCF tient à souligner la qualité de la courageuse campagne de notre camarade Laurent Carratala candidat du Front de gauche.

Dans cette situation grave pour tous les citoyens du canton de Brignoles, le Parti Communiste Français appelle dimanche prochain à faire barrage à l'extrême droite.

Le résultat dramatique de cette élection appelle plus que jamais à un changement de politique gouvernementale et à la construction d'une véritable perspective politique à gauche. Rassembler en ce sens est au cœur de l'action du PCF.

Pascal Savoldelli, responsable aux élections au PCF

Lampedusa : le PCF dénonce des politiques sécuritaires et égoïstes (Gilles Garnier - PCF)

Combien faudra-t-il de morts pour que les gouvernements européens et l'Union européenne s'aperçoivent que « l'Europe forteresse » est une impasse ?

Combien faudra-t-il de morts pour qu'ils s'aperçoivent que les murs, les barrières, pour empêcher l'immigration sont à la fois inhumains, coûteux et inefficaces ?

Combien de morts encore faudra-t-il encore pour que l'on prenne conscience que l'avenir est à la coopération, et non à la concurrence ?

Combien de morts encore pour que cesse la cynique hypocrisie des gouvernements européens qui versent des larmes de crocodiles sur les victimes des guerres mais leur refusent tout asile ?

Les peuples européens, eux, ne sont pas égoïstes. Les habitants de Lampedusa l'ont encore une fois prouvé en portant assistance aux naufragés et s'occupant des corps sans vie rejetés par la mer.

Mais la crise est prétexte à d'immenses reculs sociaux et démocratiques qui menacent la solidarité. La paix, la justice, la solidarité censés être aux fondements de l'Union européenne ne sont plus que des oripeaux qui cachent à peine la cruauté du marché et de la concurrence.

Le PCF et ses partenaires du Front de gauche ont dénoncé et dénonceront toujours des politiques sécuritaires égoïstes inhumaines.

Il faut répondre « humanité » à ceux qui risquent leur vie pour fuir la misère et la guerre. Il faut répondre « solidarité et coopération » avec les peuples du monde. La concurrence et le libre-échange portent des logiques criminelles parce qu'elles divisent et mettent en compétition les peuples. Il faut répondre « paix » pour que l'Union européenne et l'ONU usent de tout leur poids diplomatique pour mettre fin aux conflits ; et ne pas se contenter d'une politique de la canonnière, a fortiori quand elle est à géométrie variable.

Plasticité de la Vème : « une République en plastique »

Le Président de la République a choisi le 55ème anniversaire de la Vème République pour venir en vanter la « stabilité » et la « plasticité ». Changer sans que rien ne change : quel hommage ! Tandis que la défiance à l'égard de la politique s'accroît et que la crise démocratique gagne du terrain, quoi de plus approprié en effet que de s'autoféliciter, de proclamer l'attachement indélébile des Françaises et des Français à ces institutions décrépies.

La Vème République est à bout de souffle. En réalité, les défauts originels de la Constitution sont toujours bien présents et ses déséquilibres ont été aggravés au fil du temps. Nous vivons dans une sorte de monarchie élective, flanquée d'une oligarchie politico-financière qui s'accapare des pouvoirs exorbitants sur les grands choix.

La souveraineté populaire a été rognée de toutes parts, que ce soit par les derniers traités européens adoptés contre l'avis majoritaire, ou par la réforme de la démocratie locale en cours d'examen. L'urgence n'est pas à une autocélébration vide de sens, mais à refonder le pacte républicain dans un nouvel essor démocratique.

Il est à espérer que la proposition d'un référendum d'initiative populaire qui fait si peur aux forces dominantes, ne soit pas cantonnée dans le domaine de la plasticité ou de l'élasticité de la République, utilisée dans une sorte de logique de l'édredon (Faut-il rappeler que la décision du dernier référendum a été contournée ?).

Une telle réforme est plus que souhaitable et devra bousculer la logique institutionnelle actuelle. L'heure est à donner le pouvoir au peuple. C'est ce que nous nommons VIème République.

Pierre Dharréville, Responsable de la commission « République, démocratie et institution » au PCF

Rythmes scolaires : Concertation nécessaire pour une réduction réelle des inégalités

La réforme des rythmes scolaires suscite des craintes légitimes. La mise en œuvre à la va-vite imposée dans certaines communes est lourde de risques : accroissement des inégalités territoriales, dégradation des conditions de travail des enseignants, désorganisation de la journée des élèves...

Mais lorsque la droite s'en indigne, la ficelle est un peu grosse. Il y a lieu quand même de rappeler que c'est le gouvernement de Sarkozy qui a d'une part supprimé des dizaines de milliers de postes d'enseignants et retiré aux élèves 2 heures de classe par semaine. Ce même gouvernement s'est attaqué durant 5 ans aux collectivités locales par la baisse des dotations d'État et une réforme de la fiscalité qui prive les territoires de ressources nouvelles.

Pour que la réforme des rythmes soit au service d'une réduction réelle des inégalités, le temps de la concertation entre municipalités, enseignants et parents d'élèves est nécessaire y compris dans les communes où la réforme est mise en œuvre lors de cette rentrée. L'État doit jouer pleinement son rôle. Il ne faut donc pas moins d'école mais plus et mieux d'école en s'attaquant à la difficulté scolaire. Il faut l'égalité territoriale et l'État doit donc donner les moyens à chaque commune de mettre en œuvre un accueil périscolaire de qualité et aller vers un service public de l'animation.

En matière d'animation, monsieur Copé a l'air de s'y entendre. Mais ce n'est effectivement pas avec un numéro de claquettes qu'on relèvera le défi de la difficulté scolaire.

Marine Roussillon, Responsable de la commission Éducation au PCF

Offensive patronale contre le droit du travail : « la gauche ne doit pas se laisser impressionner »

Après l'offensive de Castorama et de Leroy Merlin, c'est au tour d'une enseigne de grande distribution de porter le fer contre les droits des salariés. Monoprix conteste la fermeture de ses magasins à 21h. Elle met en cause la CGT qui en appelle au respect le code du travail.

A chaque fois ces grandes enseignes, grands groupes capitalistes, champions du CAC 40 et des bénéfiques, avancent le même argument : celui de l'emploi. Rien n'est plus faux.

La vérité, c'est que l'allongement des durées d'ouverture au dimanche et en soirée n'est qu'une arme supplémentaire à leur disposition pour gagner de nouvelles parts de marché, bien souvent au détriment du petit commerce, du repos et de la santé de ses salariés. La réalité : les enseignes n'ont qu'un but, se retrouver en situation de monopole. Ces ouvertures sauvages provoquent un solde d'emplois négatif.

Il faut dénoncer et combattre ces opérations coordonnées contre le droit du travail, complaisamment relayées dans nombre de médias. Les lobbys de la grande distribution ont sorti l'artillerie lourde dans une période où le gouvernement a fait preuve d'une grande faiblesse pour défendre le droit du travail. Entre retraite, ANI et crédit compétitivité, le patronat se croit tout puissant, pour pouvoir agir en toute impunité et il pousse l'avantage à son maximum. Face à ces attaques de grandes envergures, la gauche ne doit pas se laisser impressionner. Elle doit agir et mener la politique qui est attendue par le monde du travail.

Olivier Dartigolles, porte parole du PCF

Roms : La gauche doit cesser de se placer sur le terrain de la droite

Le ministre de l'Intérieur s'est livré à une habitude surenchère au sujet des Roms. Pour Manuel Valls, les Roms ne veulent pas s'intégrer et ils « ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie ». Ces déclarations xénophobes doivent cesser au plus vite.

Ces familles, dans le plus cruel dénuement, doivent être aidées avant d'être montré du doigt et désigné à la vindicte populaire. La gauche doit cesser de se placer sur le terrain de la droite ou la bêtise le dispute souvent à l'ignorance. Elle y perdra son âme.

Cette politique de bouc émissaire, la gauche l'a combattue ensemble en son temps, quand Nicolas Sarkozy se livrait à une détestable course à échalote avec le Front national. Ce qui était vrai hier, doit l'être aujourd'hui.

Fabienne Haloui, Responsable de la commission « Droits et libertés » au PCF

A voir sur l'internet

A voir et à partager, la superbe vidéo rétrospective de la Fête de l'Humanité... <http://fb.me/ZAjbTKw2>

L'intervention générale d'André Chassaigne mercredi 4 sur la situation en Syrie <http://dai.ly/x147aim>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Le blog des communistes de la ville d'Annecy :

<http://blog.annecyensemble.org>

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Non à une intervention militaire de la France en Syrie :

<http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>

Italie/Berlusconi : « Le peuple italien n'a pas besoin de subir les caprices de la diva »

Silvio Berlusconi condamné pour fraude fiscale, sous la menace d'une peine d'inéligibilité qui pourrait être décidée par le sénat, a provoqué une crise politique pour éviter sa condamnation définitive. Il a demandé aux 5 ministres du pôle des libertés de démissionner.

Il avait, la semaine dernière, exigé la promesse de démission des parlementaires de son groupe au sénat et à l'Assemblée nationale. Ce qu'il n'a pu obtenir de la justice, il le veut par les urnes. Le « rachat », la « réhabilitation » par les électeurs, passe par cet énième épisode de crise gouvernementale.

Le « caïman » sait qu'une crise peut amener à la dissolution du parlement et à de nouvelles élections ce qui lui permettrait de gagner du temps et surtout d'espérer qu'une nouvelle majorité parlementaire soit plus clémente à son égard.

Le peuple italien qui souffre des décisions du gouvernement Letta, subit donc aussi les caprices de la diva qui pense sincèrement que l'Italie c'est lui. Mais l'Italie est malade de l'austérité, de cette « combine » qui fait que les ennemis d'hier : démocrates et Pdl gouvernement ensemble appliquant fidèlement les directives de la commission européenne et de la BCE.

Il est grand temps qu'un autre projet politique puisse voir le jour. Un projet qui rassemble les hommes et les femmes de gauche qui souhaitent que la péninsule ne s'enfoncé pas dans une crise qui peut à terme les mener sur le chemin de la Grèce.

C'est ce à quoi s'emploient des femmes et des hommes sincères, dont nos amis de refondation communiste. L'Italie ne peut ni ne doit être l'otage d'un homme fût-il Berlusconi, ni d'une politique austéritaire fût-elle soutenue par les deux principales forces politiques du pays.

Grèce : « Aube dorée n'a pas sa place dans une démocratie »

Enfin le gouvernement grec a pris la mesure de la menace que fait peser sur la démocratie le mouvement fasciste « Aube dorée ». Il aura fallu 300 agressions répertoriées d'immigrés, d'homosexuels, de militants politiques de gauche, par les associations de défense des droits de l'homme pour qu'enfin il réagisse. Il aura fallu des militants communistes gravement blessés et la mort d'un chanteur de rap Pavlos Fyssas, engagé dans le combat antifasciste, pour que des arrestations et des mises en cause aient lieu. Les récentes déclarations de « repentis » sur des liens entre armée, police et Aube dorée ont mis à jour une véritable mise en scène de pré-complot.

La Grèce a connu entre 1967 et 1974 une dictature dite des colonels qui avait su rallier les militaires, la police et les milieux d'affaires. Les partis de gauche, les organisations syndicales, les réseaux sociaux sont en état d'alerte maximum. La Grèce ne peut ni ne doit être victime de la double peine : austérité économique et tentation fasciste. Les décisions du gouvernement et de la troïka l'enfoncent un peu plus dans une crise sans fin.

L'extrême droite fait son miel de cette misère et attise les haines et recherche des boucs émissaires. Aube dorée n'a pas sa place dans une démocratie alors que certains de ses membres, et non des moindres, sont suspectés d'organisation criminelle.

Le PCF apporte son soutien à ses amis et camarades de Syriza, à l'ensemble des forces de gauche et démocratiques qui résistent pied à pied aux politiques catastrophiques du gouvernement et de l'UE mais qui font aussi face quotidiennement aux menaces et aux agressions des militants d'Aube dorée.

L'État ne doit pas se désengager de l'aide juridictionnelle

Si la suppression de la taxe de 35 euros pour l'accès à la Justice - taxe inique instaurée par Nicolas Sarkozy - est une bonne chose, le gouvernement donne un mauvais signe en diminuant le budget de l'aide juridictionnelle. Pour 2014, le budget de l'accès au droit passe de 339 millions à 309 millions d'euros. Cette coupe budgétaire de 30 millions d'euros est inacceptable. L'État ne doit pas se désengager de l'aide juridictionnelle. Elle est le seul moyen pour ceux qui ne disposent pas de revenus suffisants d'avoir accès à un avocat.

Il y a un bon moyen de financer les avocats qui défendent les plus modestes: prélever une taxe sur les gros cabinets notamment d'affaires dont les avocats ne contribuent pas à l'aide juridictionnelle.

Syrie : « Processus politique, seul chemin susceptible d'arrêter les violences »

La 68e Assemblée générale de l'ONU, qui vient de se tenir, a été marquée par des avancées sur les questions de sécurité et des droits des peuples du Proche et Moyen-Orient.

D'une part, la porte du dialogue s'entrouvre entre les États-Unis et l'Iran pour la première fois depuis 34 ans. Ensuite, un an après l'admission de la Palestine comme membre observateur de l'ONU, le leader palestinien Mahmoud Abbas a réaffirmé la nécessité de mettre un terme à la colonisation pour construire une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens pendant qu'Israël s'enferme dans son refus et s'isole un peu plus.

Enfin, une résolution a été adoptée à l'unanimité des membres du Conseil de sécurité pour la destruction de l'armement chimique syrien sous contrôle international.

Après l'annonce, rejetée par une opinion internationale refusant la politique du pire, de frappes aériennes françaises et américaines sur la Syrie, la diplomatie a repris ses droits et a permis de déboucher sur un accord qui constitue un succès pour l'ONU et une perspective pour la paix.

Cet accord confirme qu'il y a bien une voie diplomatique pour mettre fin à la guerre en Syrie.

C'est le but annoncé de la Conférence Genève II. La poursuite des violences menées par le régime, la présence dominante de groupes djihadistes, rendent plus qu'urgent d'entamer un processus politique, pour faire taire les armes et venir en aide aux populations.

C'est le seul chemin susceptible d'arrêter les violences des deux côtés, d'assurer le retour des réfugiés, et permettre la mise en place d'un gouvernement transitoire, possédant tous les pouvoirs de l'exécutif.

C'est la responsabilité de l'ONU et de son représentant, des membres du Conseil de sécurité, dont la France, d'aider à engager ce processus.

La voie politique devra conduire à ce que s'ouvre un dialogue entre une opposition syrienne rassemblée et des représentants du régime. Il s'agira de créer les conditions pour que le peuple syrien puisse écrire une nouvelle page de son histoire, dans une Syrie démocratique et souveraine.

Le PCF reste déterminé à soutenir tout effort allant dans le sens de la paix et de la justice en Syrie, réaffirme son engagement aux côtés du peuple et des forces progressistes syriennes, et appelle l'opinion française à se faire entendre pour avancer sur ce chemin.

A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"
Économie & Politique
"Changer l'utilisation de l'euro"



Soudan : Halte à la répression militaire

L'annonce, il y a quelques jours, par le chef de l'État Omar Hassan al Bashir de nouvelles hausses de prix suite à la suppression des subventions sur le carburant et des produits de première nécessité a provoqué un vif mécontentement de la population soudanaise. De nombreuses et massives manifestations pacifiques ont eu lieu dans plusieurs grandes villes du pays. Le régime a répondu par la violence, les gaz lacrymogènes et en tirant à balles réelles sur les manifestants.

Cinquante personnes ont été tuées parmi lesquelles des personnes touchées à la tête ou à la poitrine, des dizaines de blessés, de nombreuses arrestations. Et le black-out médiatique a été instauré. Parmi les personnes arrêtées, se trouvent Sidig Yousif, dirigeant du Parti communiste soudanais et Mirghany Atta Almanan, leader syndical.

Aujourd'hui, malgré la répression c'est le régime lui-même et ses dirigeants dont les manifestants demandent le départ. Le Parti Communiste Français, solidaire du peuple soudanais et des forces progressistes soudanaises, exige la libération de tous les prisonniers politiques et exprime son soutien aux voix populaires dans leur combat pour un Soudan démocratique et de justice sociale.

Attaque du centre commercial de Nairobi : « sortir de ce chaos »

L'attaque du centre commercial Westgate de Nairobi par des islamistes somaliens « shebabs » a fait selon un bilan provisoire 67 morts, dont 2 françaises, une soixantaine de disparus et près de 200 blessés. Des Kényans et de nombreux étrangers ont été durement et lâchement frappés par la violence de ces fanatiques religieux.

En réaction aux interventions de l'armée kényane en Somalie en 2006 et 2011, notamment, les shebabs somaliens avaient préparé un massacre, orchestré pour une médiatisation et un impact maximal de la terreur. Aujourd'hui, ces fous de dieux liés à al-Qaïda menacent le Kenya de nouvelles attaques.

Le profil « international » du commando terroriste est des plus inquiétants. Il confirme la volonté des shebabs de recruter à l'étranger et d'exporter leur violence.

Ces événements dramatiques sont une des multiples conséquences du chaos que subit la Somalie, depuis la dictature de Siyaad Barre soutenue par les États-Unis, en passant par l'opération militaire Restore Hope menée en 1992 au nom du prétendu « droit d'ingérence ». On en voit le résultat. Des décennies de guerre ont plongé les populations dans une pauvreté extrême, déstructuré l'État et les institutions qui se sont révélés incapables de faire face aux groupes djihadistes et aux trafics en tous genres. La Somalie a été en quelque sorte le théâtre de l'expérimentation de la logique du chaos, celle qui a prévalu ensuite sous d'autres formes, en Irak, en Afghanistan, en Libye ou encore en Syrie.

Pour sortir de ce chaos, il faut convenir d'urgence de changements profonds et d'orientations nouvelles en termes de paix, de désarmement et de coopérations.

La lutte contre le terrorisme, au-delà des réponses nécessaires sur le plan de la sécurité, des renseignements et de la justice, nécessite des changements profonds au cœur des échanges internationaux, basés sur une politique de développement humain durable. La France, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, devrait y consacrer tous ses moyens - c'est là sa responsabilité. Elle pourrait ainsi demander dans le cadre des Nations unies la révision de l'aide au développement en la portant effectivement à 0,7 du PIB de chaque pays contributeur, ainsi que la mise en place d'un nouveau cadre de co-développement élaboré avec les États et citoyens d'Afrique.

C'est par des réponses politiques aux besoins sociaux et humains que l'on pourra s'attaquer au terrain sur lequel prolifèrent la violence et le fanatisme.

GIEC/dérèglement climatique : « Pour une intervention des États et des peuples »

Les experts du GIEC ont rendu public à Stockholm le résumé du 5ème rapport sur le Climat. Ce nouveau signal d'alarme dresse un bilan sans appel : l'intervention humaine sur son environnement est bien responsable de profonds dérèglements tant dans les airs, que sur terre et dans l'océan, qui menacent à terme un écosystème propice à un développement humain durable.

Dans ce rapport, les experts du GIEC confortent leur constat sur l'étendue des dégâts du siècle passé et revoient à la hausse leurs prévisions des dérèglements climatiques d'ici à 2100. C'est ainsi, si rien ne bouge, que la concentration de CO₂ dans l'atmosphère pourrait doubler, que le stockage du carbone par l'océan augmentera son acidité, nuisant à des pans entiers de la faune et de la flore marine, que la température serait de +5°C depuis l'ère préindustrielle et que la hauteur des océans augmenterait de 40 à 60 centimètres. A moyen terme, la vie de centaines de millions de personnes serait modifiée, voire menacée, qu'elles soient réfugiées climatiques, que l'aridité les prive de moyens de subsistance, ou qu'elles soient confrontées à des événements climatiques extrêmes.

La certitude du dérèglement climatique force à une intervention résolue des États et des peuples pour endiguer ces phénomènes chaotiques.

La conférence internationale sur le climat prévue à Paris en 2015 confère, au peuple, à l'État français, aux forces sociales et politiques, une responsabilité particulière ! Les voyants sont au rouge. C'est dans ce cadre que le PCF appelle à l'irruption populaire, sociale et citoyenne dans le débat climatique, pour peser sur les choix gouvernementaux.

Les communistes travaillent à rassembler les forces progressistes, européennes et mondiales, derrière une grande campagne citoyenne internationale pour sortir les États de l'inaction.

Toutefois, la crise écologique ne saurait servir de prétexte à des formes de coercitions environnementales, de fiscalités punitives, ou à une super-austérité, ne renvoyant pour solutions qu'à des changements de comportements individuels. Elle doit au contraire conduire à des choix collectifs raisonnés pour un nouveau type de croissance, alliant satisfaction des besoins humains, protections de la planète et un développement humain durable tenant compte des facultés de chaque État.

Fusillés pour l'exemple : « Encore un effort monsieur le Président »

La Mission du centenaire présidée par l'historien Antoine Prost vient de rendre son rapport au ministre des Anciens combattants sur « les fusillés pour l'exemple ». Si ce rapport est une bonne synthèse historique et évoque l'ensemble des possibilités en affirmant qu'il faut faire quelque chose, il semble écarter toute réhabilitation collective au nom de « la défense nationale » sans parler de la caricature qui consiste à identifier les soldats qui subissent les tranchées à ... Mata Hari.

Cent ans après les faits, après les discours de Lionel Jospin et de Nicolas Sarkozy, à l'instar du Royaume-Uni, du Canada et de la Nouvelle-Zélande, il faut maintenant franchir un pas vers la réhabilitation collective et l'inscription sur les monuments aux Morts. Sans cela, il n'y aura pas de véritable réintégration de ces soldats dans notre mémoire collective. Il existe une majorité au Parlement pour cela. Monsieur le Président, encore un effort vous qui avez voté en tant que Président du Conseil général un vœu qui le demandait !

Frédéric Genevée, responsable des archives et de la mémoire au PCF

Municipales: le PCF privilégie le rassemblement

Le Parti Communiste Français a officialisé ce dimanche la liste de ses chefs de file pour les municipales dans les villes de plus de 20.000 habitants.

Cette liste validée, non exhaustive car toutes les fédérations n'ont pas encore désigné leur leader, présente les "chefs de file" communistes mais non les "candidats" qui dépendront des alliances faites "au cas par cas" dans chaque ville avec les partenaires de gauche. Fin octobre, les militants locaux trancheront par un vote sur les alliances. "Nous sommes le seul parti où les instances nationales n'imposent pas leurs décisions aux instances locales", s'enorgueillit le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent.

Contre la droite et l'austérité

"La droite veut sa revanche (...) et l'extrême droite est mobilisée, elle joue son va-tout", prévient Pierre Laurent, pour qui "le maître-mot n'est pas autonomie, c'est rassemblement", comme il l'a réaffirmé samedi. "Nous n'aurions rien à gagner et au contraire tout à perdre à laisser filer la catastrophe même si nous disons que ce sont d'autres qui sont responsables (...). Nous devons faire des élections municipales un grand moment de mobilisation citoyenne (...) pour dire stop à l'austérité", a-t-il plaidé samedi lors d'une réunion, à saint-Denis, des huit cents animateurs communistes locaux de toute la France.

"Pas d'exclusive"

"Il n'y a pas d'exclusive dans notre désir de rassembler mais une exigence de contenu", a souligné Pascal Savoldelli, responsable des élections au PCF. Pierre Laurent s'est ainsi félicité des projets d'alliances annoncés entre le Front de gauche et Europe Écologie-Les Verts dans plusieurs villes : "C'est exactement ce que nous voulons (...) que le rassemblement soit le plus large". "Les configurations sont en train de se diversifier, Nous n'avons jamais voulu nous enfermer dans un certain type d'alliance", expliquait samedi à la presse Pierre Laurent.

Les communistes ont jusqu'à la fin du mois pour déterminer leurs stratégies au niveau local.

L'HUMANITÉ DIMANCHE
LA VIE D'ADÈLE RENCONTRE AVEC LÉA SEYDOUX ET ADÈLE EXARCHOPOULOS PAGE 60
N° 381. DU 3 AU 9 OCTOBRE 2013
Pour relancer la MACHINE FRANCE
Une solution :
ANNULER LA DETTE!
Des économistes s'expliquent
PAGE 18
TOUS LES PROGRAMMES DE LA SEMAINE
+ NOTRE SÉLECTION
04837-381 - F: 2,90 €

Manuel Valls a trouvé une échappatoire pour éviter les problèmes des Françaises et des Français, le chômage, le pouvoir d'achat, la santé, le logement...

Pour Manuel Valls, les Roms ne veulent pas s'intégrer et ils « ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie ». La droite, le Front national et malheureusement des élus socialistes lui ont emboîté le pas. Ces déclarations xénophobes doivent cesser au plus vite. Ces familles, dans le plus cruel dénuement, doivent être aidées, pas être montrées du doigt et désignées à la vindicte populaire. La gauche doit cesser de se placer sur le terrain de la droite où la bêtise le dispute souvent à l'ignorance. Elle y perdra son âme. Cette politique de bouc émissaire, la gauche l'a combattue ensemble en son temps, quand Nicolas Sarkozy se livrait à une détestable course à l'échalote avec le Front national. Ce qui était vrai hier, doit l'être aujourd'hui.

lettre de
Jean-Claude
Lefort
député
honoraire
fils de
Manouche
adressée
au ministre
de l'Intérieur
le
1^{er} octobre
2013

Manuel, tu as déclaré, hier soir, que la situation était très différente pour toi, relativement à celle des Roms, car ta famille espagnole était venue en France pour fuir le franquisme.

Tu as été naturalisé français en 1982. Franco est mort en 1975. Sept ans avant ta naturalisation. Quand tu es devenu Français, il n'y avait donc plus de dictature en Espagne. Tu avais donc « vocation », selon tes mots, à retourner dans ton pays de naissance, en Espagne. Tu ne l'as pas fait et je comprends parfaitement, de même que je comprends totalement ton souhait de devenir Français. Cela sans l'ombre d'un doute.

Tu avais « vocation » à retourner à Barcelone, en Espagne où tu es né, pour reprendre tes propos qui concernaient uniquement les Roms. Celui qui t'écrit, en ce moment, est un Français d'origine manouche par son père. Mon père, Manouche et Français, est allé en 1936 en Espagne pour combattre le franquisme, les armes à la main, dans les Brigades internationales. Pour la liberté de ton pays de naissance, et donc celle de ta famille. Il en est mort, Manuel. Des suites des blessures infligées par les franquistes sur le front de la Jarama, en 1937. Je ne te demande aucun remerciement, ni certainement pas la moindre compassion. Je la récuse par avance. Je suis honoré en vérité qu'il ait fait ce choix, quand bien même il a privé ma famille de sa présence alors que je n'avais que neuf ans et ma sœur, seize.

La guerre mondiale est venue. Et les camps nazis se sont aussi ouverts aux Tziganes. Tu le sais. Mais un nombre énorme de Manouches, de Gitans et d'Espagnols se sont engagés dans la Résistance sur le sol français. Ton père aurait pu en être. Il en avait l'âge puisque il est né en 1923. Georges Séguy et d'autres sont entrés en résistance à seize ans. Je ne lui reproche aucunement de ne pas l'avoir fait, bien évidemment. **Mais je te demande le respect absolu pour celles et ceux qui se sont engagés dans la Résistance contre le franquisme, puis ensuite contre le nazisme et le fascisme.** Contre ceux qui avaient fait Guernica. Et pourtant, à te suivre, ils avaient « vocation » à retourner ou à rester dans leur pays d'origine, ces « étrangers, et nos frères pourtant... »

Manuel, « on » a accueilli la Roumanie et la Bulgarie dans l'Union européenne alors que ces pays ne respectaient pas, et ne respectent toujours pas, un des fondamentaux pour devenir ou être membre de l'Union européenne : le respect des minorités nationales. Sensible à cette question pour des raisons évidentes, je m'en étais fortement inquiété à l'époque. En tant que député, je suis allé à Bruxelles, auprès de la Commission, pour prouver et dire que ces pays ne respectaient pas cette clause fondamentale. On m'a souri au nez, figure-toi.

Et aujourd'hui, dans ces pays, la situation des Roms s'est encore aggravée. Pas améliorée, je dis bien « aggravée ». Et ils ont « vocation » à rester dans leurs pays ou à y revenir? **C'est donc, pour toi, une espèce humaine particulière qui pourrait, elle, supporter les brimades, les discriminations et les humiliations de toutes sortes ?** Ces pays d'origine ne sont pas des dictatures, c'est certain. Mais ce ne sont pas des démocraties pleines et entières pour autant. Alors toi, l'Espagnol devenu Français, tu ne comprends pas ? Fuir son pays, tu ne comprends pas ? Toi, tu ne comprends pas que personne n'a « vocation » à rester ou revenir dans son pays ? Sauf si tu es adepte de conceptions très spéciales, à savoir que ce qui vaudrait pour un Roumain ne vaudrait pas pour un Espagnol. Tu sais pourtant que le mot « race » va disparaître de nos lois. À juste titre, car il n'y a pas de races, juste une espèce humaine. Et les Roms en sont.

La fermeté doit s'exercer là où se trouvent les responsabilités. Pas sur de pauvres individus qui n'en peuvent plus. Savoir accueillir et savoir faire respecter nos lois ne sont pas deux concepts antagoniques. Mais quand on est de gauche, on n'a pas la matraque en guise de cœur. C'est un Français d'origine manouche qui t'écrit et qui écrit au Français de fraîche date que tu es. C'est un fils de « brigadiste » qui se rappelle à toi. Souviens-t'en : « *Celui qui n'a pas de mémoire n'a pas d'avenir* ».

Pour l'heure, Manuel, j'ai la nausée. Tes propos me font gerber, même pire. Nos pères auraient donc fait tout ça pour rien ou pour « ça » ? Ils sont morts pour la France, Manuel. Pour que vive la France. Inclus « ces étrangers, et nos frères pourtant ».

rapport
présenté
au Sénat par
Michel Billout
sur les enjeux
de la popula-
tion rom
en Europe

Communiqué MJCF-PCF : "Entendre la voix des lycéens ? Chiche !"

Le Ministère de l'Éducation Nationale lance, du lundi 30 septembre au vendredi 18 octobre, une campagne officielle dans tous les établissements sur les droits d'interventions des lycéens, avec une formation obligatoire et en invitant ceux-ci à développer des initiatives : rencontres, débats, forums... Écouter la voix des lycéens, leur donner la possibilité de s'exprimer et d'agir sur leur quotidien, nous disons chiche !

Le souffle nouveau de l'engagement lycéen que le Ministère appelle de ses vœux passe par une meilleure reconnaissance des jeunes dans leurs cursus, un cursus pleinement choisi au lieu d'être dicté par la pénurie de places. La première exigence des lycéens comme des enseignants, c'est un lycée capable d'accueillir et de faire réussir tous les élèves.

Chaque année, c'est 120 000 jeunes qu'on éjecte sans diplôme. En 2008, plus de 78 % des élèves issus des classes les plus favorisées ont obtenu un bac général, contre 18 % des élèves issus des classes populaires. Un enfant d'ouvrier non qualifié a cinq fois moins de chances d'obtenir un baccalauréat général qu'un enfant de cadre, mais en revanche trois fois plus d'obtenir un bac professionnel, six fois plus d'obtenir un CAP/BEP et, surtout, hélas !, neuf fois plus de n'avoir aucun diplôme.

Comment en finir avec ces inégalités, comment construire un lycée – et au delà une éducation – de la réussite de tous ? C'est la question que nous voulons aborder avec les lycéens durant cette semaine. La refondation du service public de l'éducation, donnant à tous les outils de maîtrise de son parcours est au cœur de l'appropriation du pouvoir d'intervention dans son établissement en tant qu'espace de citoyenneté.

Nous serons présents, décidés à ce que la voix des lycéens retentisse dans tous les établissements. Nous porterons l'aspiration d'avoir les moyens d'étudier et de s'engager dans la vie de son lycée, dans les meilleures conditions.

Nous défendrons la gratuité de l'éducation. Le gouvernement affiche une ambition d'égalité et pourtant il réduit les bourses et les fonds sociaux ! C'est inacceptable. Ces fonds ne peuvent pas servir de marge d'ajustement pour boucler un budget. Ils sont au contraire essentiels à une école de l'égalité. Nous défendrons l'accès à un service public de l'orientation de qualité, sur tout le territoire. Nous demanderons le recrutement de personnels enseignant et non enseignant à la hauteur des besoins.

Enfin, puisque le gouvernement veut aujourd'hui que les lycéens se fassent entendre, nous lui demanderons de revenir sur les réformes du lycée menées par la droite. Bac pro en 3 ans, réforme des filières technologiques, réforme Chatel...

Toutes ces réformes ont suscité l'opposition et la mobilisation des lycéens, des enseignants et des familles parce qu'elles aggravent les inégalités de réussite scolaire.

Il est temps de les abroger et de refonder le lycée pour qu'il transmette à tous les élèves une culture commune de haut niveau dans le cadre d'une orientation librement choisie, reconnaisse cette formation commune par un diplôme commun, le bac, et donne à tous les lycéens les moyens d'accéder à des études longues s'ils le souhaitent.

Nordine IDIR, Secrétaire général du MJCF
Marine ROUSSILLON, Responsable du Réseau École du PCF

Valls : Surenchère raciste et frénésie sécuritaire

Par Nordine IDIR, le 30 septembre 2013

Encore un ministre de l'intérieur qui organise une grande conférence de presse sur « ses résultats chiffrés » dans la lutte contre la délinquance. A coup sûr c'est une sale journée en vue pour les jeunes. Sale journée en vue pour les Roms aussi à en croire les Unes des journaux. Une fois de plus nous aurons droit à une grand-messe médiatique pour ériger en France la menace d'une multitude d' « ennemis de l'intérieur ».

Statistiques à l'appui, nous verrons combien jeunes et migrants sont les premiers pourvoyeurs de délinquants dans le pays. Alors nous aurons de nouvelles zones de sécurités, de nouvelles brigades expérimentales, de nouvelles technologies de dissuasion pour la défense de l'ordre républicain. Ce sera la conclusion logique des événements.

Efficacité nulle

Mais tout ce que révéleront les chiffres du ministère c'est que malgré les discours c'est la politique du chiffre qui reste toute puissante dans la police. Et par voie de conséquence c'est cette politique qui oriente les policiers sur la répression d'une délinquance facile. Traquer les migrants en situation irrégulière ou la fumette de quelques jeunes qui n'ont pas les abris des beaux quartiers pour consommer est bien plus évident que de traquer la fraude fiscale ou de démanteler un réseau de trafic de prostituées.

Ce que révélera M. Valls va bien au-delà de savoir s'il est raciste, vulgaire ou outrancier. M. Valls nous révélera comme Hortefeux, Sarkozy ou Guéant avant lui que la politique du ministère de l'intérieur est structurellement raciste et anti-jeunes et qu'il s'agit d'une grande honte pour notre pays. C'est une politique de classe qui choisit d'épargner la grande délinquance financière tout en refusant de s'outiller convenablement pour traiter la délinquance quotidienne. M. Valls se contente de brigades et de caméras pour cacher les problèmes. Voilà la véritable menace pour la République.

Encore un peu de courage madame Taubira

Nous sommes en attente d'un débat sérieux sur ces questions qui s'émancipe des ambitions personnelles de quelques politiciens carriéristes.

Autour de son projet de réforme pénale Mme Taubira a posé l'ambition de renouer avec un traitement personnalisé de la délinquance.

Avec la suppression des peines planchers, mettre fin à une logique de répression mécanique est une très bonne chose. Mais peut-on prétendre renouer avec une véritable justice éducative dans notre pays en se contentant d'ajouter une nouvelle peine – fut-elle de probation – à l'arsenal répressif érigé sous 10 années de pouvoir de l'UMP ?

Alors que certains élus perdent l'esprit en appelant l'armée à investir nos quartiers sans se rendre compte qu'ils appellent à la guerre civile, nous appelons à ce que le débat sur la police et la justice soit libéré en France des fanatiques et des industriels des technologies de répression et de surveillance. Formation, missions et moyens alloués aux policiers comme aux juges, réalités de la vie des jeunes et réalités de la criminalité et de la délinquance en France méritent autre chose que cette prise en otage qui dure depuis trop longtemps. Nous investirons tous les espaces nécessaires pour combattre la frénésie sécuritaire.

Nordine IDIR,
secrétaire général du MJCF

A chaque jour suffit sa haine !

Le MJCF tient à affirmer son indignation dans le climat actuel de haine qui sévit à l'égard de nombre de nos concitoyens en ce moment. Des responsables politiques ne cessent d'agiter le fantasme d'une invasion de Roms, banalisant les discours racistes à l'égard de ces immigrés qui rappelons-le sont majoritairement issus de pays membres de l'Union européenne et à ce titre en droit de voyager librement.

Après les appels à la violence du maire UMP de Croix (Nord), de Nathalie Kosciusko-Morizet qui a parlé d'un « harcèlement » contre les parisiens, c'est au tour du ministre de l'Intérieur de tenir des propos outranciers. Celui-ci a déclaré que les Roms ne souhaitent pas s'intégrer et qu'ils ont « vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie ». Ces propos sont indignes d'un responsable politique, qui plus est quand il exerce une fonction régalienne d'État.

Cet été a été propice à un nouveau déferlement de haine, de racisme et de discours sécuritaire de la part d'autres responsables politiques et de médias conservateurs. Nous déplorons que ce gouvernement qui prétend rompre avec dix ans de stigmatisation et de banalisation du racisme ne condamne pas les propos du ministre de l'Intérieur.

Où est le courage politique pour répondre à cette surenchère nauséabonde ? Combien faudra-t-il de Clément Méric, d'agressions islamophobes, de Roms avant de prendre conscience que le discours facilite le passage à l'acte ?

Nous ne saurons rappeler comme l'a fait le collectif Romeurope que les Roms sont des sous-citoyens européens exclus des droits fondamentaux au travail, au logement, à la santé, à la dignité humaine.

Nous ne saurons rappeler ces millions de nos concitoyens contrôlés arbitrairement en raison de leur origine, de leur couleur de peau chaque jour au mépris des règles élémentaires et discriminés à l'embauche, aux formations, au logement.

Nous ne saurons rappeler la promesse d'une citoyenneté pleine et entière pour les résidents étrangers qui vivent et travaillent.

Alors que se prépare un vote de budget d'austérité extrêmement dangereux pour le peuple, que les puissants continuent d'accumuler les cadeaux fiscaux et les profits en toute tranquillité, le gouvernement aurait-il fait le choix de la diversion face à ses difficultés ?

Le MJCF exige que l'ensemble des responsables politiques qui ont tenu des propos discriminants soient poursuivis et que soit inscrit dans la loi une mesure d'inéligibilité à l'égard des élus condamnés pour ce genre de discours.

Il est urgent d'en finir avec dix ans de politiques racistes et sécuritaires qui ont été un échec patent. La mobilisation des forces citoyennes est plus que jamais nécessaire pour changer de climat politique. Le MJCF appelle à toutes les initiatives de solidarité en faveur du vivre-ensemble et des droits, notamment dès le dimanche 6 octobre pour la Roma Pride, la manifestation pour la dignité du monde du voyage.



Hollande à l'ONU : un billet d'avion pour rien

Mardi 24 septembre François Hollande a fait un discours devant l'Assemblée Générale des Nations Unies.

On aurait pu espérer qu'il aborde la question palestinienne, qu'il promeuve la paix en Syrie et dans la région. Malheureusement, rien de tout cela n'est arrivé.

Bien qu'il ait déclaré que « la situation en Syrie serait politique », il cherche toujours à privilégier la voix de la guerre. Alors que l'ONU prépare une résolution sur la Syrie suite à l'utilisation d'armes chimiques en août dernier, François Hollande cherche à y adjoindre « des mesures coercitives », c'est-à-dire la possibilité d'une « action armée contre le régime en cas de manquement à ses obligations ».

C'est là une nouvelle preuve d'une diplomatie française agressive et bien éloignée de la promotion de la paix.

De plus, François Hollande n'a évoqué en rien la résolution du conflit en Palestine. Faisant preuve d'une amnésie qui s'accroît de jour en jour, il ne cherche absolument pas à « prendre les devants » (malgré des années de retard) pour qu'enfin un État Palestinien puisse voir le jour, dans les conditions définies par le droit international.

Le silence est assourdissant face à la colonisation israélienne qui se poursuit au mépris du droit international et quelques jours après l'interpellation musclée par l'armée israélienne d'une diplomate française en charge de l'aide humanitaire en territoire occupé...

En ces temps d'austérité, le président a perdu une occasion de faire l'économie d'un déplacement avec un discours creux et de tension dont les peuples n'ont pas besoin.

La jeunesse de France n'est pas dupe : le changement passe aussi par un nouveau rôle de la France sur la scène internationale, bien loin des attitudes belliqueuses et de l'alignement sur Washington. Notre génération s'est battue contre la guerre en Irak, contre les bombardements de Gaza lors de Plomb Durci, continue de se battre aujourd'hui pour une paix juste et durable en Palestine et pour un monde de paix et de transformation sociale débarrassé de l'impérialisme.

On continue d'agir ! Ici et Maintenant !

Les étudiants dans la ligne de mire du budget 2014

Pierre Moscovici et Bernard Cazeneuve, respectivement ministres des finances et du budget ont présenté hier lors d'une conférence de presse le projet de Loi de finances pour 2014. Cette présentation a confirmé l'abaissement de l'avantage procuré par le quotient familial ainsi que la suppression de la réduction d'impôts pour frais de scolarité.

Ces mesures vont avoir des conséquences néfastes sur le budget, déjà extrêmement précaire, des étudiants. Sachant que l'écrasante majorité de ceux-ci dépendent des solidarités familiales pour se vêtir, se soigner, se loger et même se nourrir ; la suppression de la réduction d'impôt pour frais de scolarité revient à prendre 210 millions, à hauteur de 183 euros par ménage imposable, directement dans les poches des étudiants.

Cette mesure cumulée avec l'abaissement du quotient familial permettrait de glaner 440 millions au profit de l'État sur le dos des familles... soit une goutte d'eau à côté des 80 milliards d'évasion fiscale !

Les étudiants communistes dénoncent ce choix fiscal qui va encore nuire au budget des étudiants, et donc à leurs conditions de vie. Ce n'est pas en précarisant encore plus une jeunesse avide de se former, d'obtenir un vrai diplôme et un métier qu'on répondra aux enjeux technologiques, économiques et sociaux auxquels la France est confrontée.

Le dimanche on veut réviser, pas travailler !

Ce week-end, plusieurs enseignes violaient délibérément la loi en ouvrant leurs portes le dimanche. Alors que le repos dominical est une conquête historique pour tous les travailleurs, ce sont les salariés de ces magasins qui ont été mis en avant dans les médias pour défendre ces ouvertures illégales.

Parmi ces salariés figurent de nombreux étudiants, pour qui université rime avec précarité. En effet pour celles et ceux qui suivent des études, et qui subissent l'insuffisance des bourses ainsi que les loyers élevés, les seules choix qui s'offrent à eux sont le salariat dominical ou la précarité.

Les étudiants communistes dénoncent ces ouvertures de magasins illégales et réaffirment que les étudiants veulent vivre décemment, pas de travailler le dimanche. Pour mettre fin à cette situation nous réaffirmons la nécessité d'une allocation d'étude afin de mettre un terme au salariat étudiant.

Les étudiants mobilisés à Montpellier

Union des Étudiants Communistes de Montpellier, 1er octobre 2013

Juillet dernier était votée, malgré la vive contestation du milieu étudiant, la loi Fioraso.

La ministre de l'enseignement supérieur a fait approuver un texte en véritable continuité avec la LRU. Les conséquences de cette nouvelle menace sur l'enseignement public ne se font pas attendre. A l'Université Montpellier 3, le Conseil d'Administration prend les mesures suivantes pour la rentrée 2014 :

- fermeture de l'antenne de Béziers, même si à ce jour la ministre affirme, sans preuve, qu'elle restera ouverte
- fermeture de masters où les effectifs sont jugés insuffisants
- gel partiel ou total des recrutements d'enseignants et de personnels administratifs ce qui concerne au total 75 postes
- mise en place de quotas par tirage au sort dans certaines filières pour les inscriptions en première année.

Toutes ces mesures ont provoqué la colère des étudiants. Non pas contre une présidence qui générerait mal son université - alors qu'elle appelle à l'aide depuis plusieurs années - mais contre le gouvernement actuel. En effet, celui-ci a fait le choix de se désengager progressivement de la responsabilité que lui incombe l'éducation supérieure accessible et ouverte à tous, en forçant les universités à être autonome sans les moyens nécessaires.

L'Union des Étudiants Communistes de Montpellier est consciente que l'UM3 est loin d'être un cas isolé. La présidence de l'Université Montpellier 1, discrètement certes, a déjà mis en place ce genre de pratiques. Notons que ces phénomènes se reproduisent sur le plan national. Toutefois, loin de se résigner, il faut au contraire soutenir la mobilisation naissante mais déjà très active. Nous nous devons également de dénoncer les mascarades du syndicat UNI, proches de l'UMP et de l'extrême droite, se faisant passer pour les défenseurs des droits des étudiants. Ses militants ont voulu empêcher la tenue de la première assemblée générale du 26 septembre, donc la libre information du public qu'il prétend défendre.

Nous demandons donc le retrait de la loi Fioraso et le réinvestissement financier de l'État dans l'enseignement supérieur, afin que celui-ci permette à chaque jeune de s'émanciper intellectuellement et d'obtenir une formation qualifiante lui permettant de s'insérer durablement sur le marché du travail. De plus, l'amélioration de conditions de vie étudiante doit être un réel axe de bataille du gouvernement et non pas un renoncement de plus, avec notamment une réforme ambitieuse du système de bourses.

L'Union des Étudiants Communistes de Montpellier apporte son soutien à tous les mouvements étudiants en France ainsi qu'à la contestation des étudiants de l'UM3 montpelliérains et biterrois. Nous appelons à participer au rassemblement devant le rectorat de l'Académie de Montpellier le jeudi 3 octobre au départ de Paul Valéry, une assemblée générale le précèdera à 12h30.

"Une balle dans la tête" nouvel outil de la démocratie pour le maire d'Orange ?

Fabienne HALOUI

Conseillère Municipale Communiste de la Ville d'Orange
Conseillère Régionale du Front de Gauche

Stupeur, telle est ma réaction à la lecture de l'Express relatant le dernier Conseil Municipal d'Orange lorsque Jacques Bompard déclare, à propos d'Anne Marie Hautant, conseillère municipale occitane, "Que voulez vous que je fasse ? Que je sorte mon Colt 45 pour lui mettre une balle dans la tête ? "

Une fois de plus, le Maire d'extrême droite donne à voir l'image d'un homme totalitaire face à son opposition. Après avoir simulé le notable pour faire l'union de toutes les droites, le naturel reprend vite le dessus !

Son élection à l'Assemblée Nationale à 58,77 % sur la circonscription et à 68 % sur la ville d'Orange le confortent dans ses agissements, ses violences verbales et ses provocations inacceptables au point qu'il joue à celui qui fait respecter l'ordre public et le débat démocratique mais dans une version particulière. Ex : lorsque je lui demande le micro pour m'exprimer, il répond le micro c'est pour moi. Celui qui considère que ses opposantes n'ont pas un comportement conforme à l'éthique républicaine a banni depuis longtemps la devise "Liberté Égalité Fraternité" des entêtes de la Ville d'Orange pour y substituer la devise « Je maintiendrai » du Prince d'Orange et du Royaume des Pays Bas. Cette symbolique totalement éclipsée par les Orangeois résume pourtant la personnalité d'un homme qui joue au seigneur de la Principauté d'Orange s'asseyant sur les principes élémentaires de la démocratie !

Propos xénophobes de Joël Wilmotte, maire UMP d'Hautmont (59) : le flot de haine doit cesser !

Communiqué des sections PCF d'Hautmont et de Sambre Bavaisis (59)

En termes de communication, il y a des limites à ne pas franchir ! C'est pourtant ce qu'a fait le maire d'Hautmont, vendredi dernier (20/9), lors de sa réunion publique (pendant laquelle les participants ne pouvaient d'ailleurs pas s'exprimer). Traiter les gens du voyage « de menteurs, d'escrocs, de paresseux, de farfelus » et mettre en cause la légitimité du pasteur, relève d'une faute inexcusable de la part d'un élu de la République. Après avoir refusé de célébrer les mariages homosexuels, voilà qu'il part en guerre contre les Roms et les gens du voyage, campagne électorale oblige.

- le maire représente la République dans la commune ;
- le maire représente la Loi dans la commune ;
- le maire concourt, par son pouvoir de police, à l'exercice des missions de sécurité publique ;
- le maire se doit de rassembler et non de diviser.

En s'exprimant comme il l'a fait, le maire de notre commune se réfugie dans une position diamétralement opposée à l'esprit républicain et au respect de la Loi.

Alors que la situation, son rôle, demandent beaucoup de sang-froid, de discussions et de rapprochement des parties concernées, le maire de notre commune refuse tout dialogue et appelle à partir en guerre contre une population déjà persécutée ou qui a fait un choix de vie tout-à-fait légitime.

Sans aucune raison, il accuse ! Sans esprit de responsabilité, il appelle au déchaînement pouvant entraîner des actes de violence. Le maire de notre commune vient de franchir la ligne déontologique de l'exercice de ses responsabilités.

Le maire d'Hautmont vient, à plusieurs reprises, de prendre des positions qui pourraient être très lourdes de conséquences ; pour preuve, les événements déplorables qui se sont produits récemment dans les quartiers Nord de Marseille.

Les Communistes d'Hautmont et de la Sambre-Bavaisis condamnent avec force ces propos populistes et haineux.

Une fois de plus, le maire d'Hautmont vient de sortir de son rôle d'élu de la République, il se comporte comme un chef de bande, un chef de clan, c'est totalement inadmissible.

Rappelons, en outre, qu'il est Conseiller général, ce qui lui confère une responsabilité républicaine supplémentaire.

Si, malheureusement, à l'issue de ces discours haineux, il survenait des actes de violence, les Communistes d'Hautmont et environs sauront prendre toutes leurs responsabilités en utilisant tous les moyens légaux à leur disposition.

**"Les communistes ça suffit" :
La sale campagne d'Hanotin
(PS) à Saint Denis**



http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Les-communistes-ca-suffit-La-sale-campagne-d-Hanotin-PS-a-Saint-Denis_a6847.html

Les slogans du FN, les méthodes d'un syndicat étudiant (désolé pour ceux qui le font vivre et qui ne s'en servent pas de tremplin politique), le PS et sa sale campagne à Saint Denis... L'aile gâche du PS dans toute sa splendeur.

Julien Attal, secrétaire de la section du PCF de Saint Denis
Dimanche sur le marché les socialistes faisaient campagne au son de "les communistes ça suffit" en se collant aux camarades pour les défier, on se croirait un beau milieu d'une fac pendant les élections universitaires.

Une campagne "projet contre projet" jamais de la vie, pour le PS c'est provocation, démagogie, on fait vibrer la corde droitiste, on tente de faire oublier que le gouvernement réforme après réforme fait payer des impôts à 1 millions de pauvres supplémentaires, réduit nos retraites, taille dans les dotations aux collectivités... Ils proposent de la police municipale jour et nuit, qui paiera ? Qui se demande pourquoi la métropolisation de la police nationale réduit les effectifs notre ville de 20 policiers ?

A Dieppe le PS fait front avec la droite pour combattre le Front de Gauche... A la Courneuve le président du département veut expulser les communistes, pourquoi ? Nous vivons avec les élections municipales une première tentative de faire disparaître les banlieues populaires, le PS veut que Saint-Denis devienne la Rochelle, Hanotin regrette qu'on ne puisse pas s'habiller dans les magasins de notre ville quand on a du fric... Si leur projet n'aboutit pas avec les municipales ils le feront avec la métropole du grand Paris.

L'enjeu c'est l'existence d'une banlieue populaire dans le nord de Paris, l'enjeu c'est que cette banlieue permette à tous de vivre et de s'épanouir dans des villes agréables, en sécurité (sociale, physique, sanitaire), on ne doit pas lâcher ça parce que c'est notre identité et parce que c'est ce qui est juste.

**Municipales au Portugal : Le Parti Communiste Portugais
troisième force du pays avec 11.09% des voix**

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Municipales-au-Portugal-Le-Parti-communiste-portugais-troisieme-force-du-pays-avec-11-09-des-voix_a6866.html

Lundi 30 Septembre 2013

Le gouvernement portugais de centre droit a été sanctionné dans les principales villes du pays, dimanche 29 septembre, lors des élections municipales qui constituaient un premier test pour sa politique d'austérité menée depuis deux ans

Le premier ministre, Pedro Passos Coelho, a reconnu la "défaite nationale" de son parti, le Parti social-démocrate (PSD - centre droit), et félicité le Parti socialiste pour sa "victoire importante". Selon des résultats partiels, sur près de 97,7 % des circonscriptions, les socialistes recueillaient au niveau national 36,34% des voix, contre 16,59% pour le PSD. Ils remportent 130 municipalités, contre 90 pour le PSD. Lors des dernières municipales en 2009, le PSD, allié à d'autres partis de droite, avait remporté une majorité de mairies, mais le PS était arrivé en tête en nombre de voix, avec 37,6 % contre 23 % pour le PSD. Le Parti du centre démocratique et social - CDS, parti conservateur du vice-premier ministre Paulo Portas, principal interlocuteur de la troïka et adepte d'un assouplissement de la politique de rigueur -, est sorti revigoré des élections. Il a remporté cinq municipalités (7.69%), contre une en 2009.

Le nombre record de candidats indépendants - 80 contre 54 en 2009 - a par ailleurs compliqué la donne pour les partis traditionnels. Les indépendants se sont démarqués de la classe politique afin de capitaliser sur la grogne antiaustérité. De nombreux Portugais ont aussi opté pour l'abstention ou le vote blanc pour marquer leur désaccord avec la classe politique.

11.09% pour les candidats de la coalition CDU (PCP-PEV)

Les candidats de la Coalition Démocratique Unitaire (Coligação Democrática Unitária - CDU) menée par le Parti Communiste Portugais remporte 11,09% des voix (+1,3 points) et obtiennent 540.449 suffrages. La CDU obtient 198 conseillers locaux (+35) et gagne 34 maires (+9).

La ville de Cuba est reconquise (la CDU l'avait perdue en 2001), Monforte est reprise, tout comme Loures, Vila Real de Santo António, Olhão e Lagos, Silves, Vila Viçosa. La CDU gagne la majorité absolue à Setúbal, à Beja, à Barrancos, à Serpa, à Peniche, à Alpiarça.

Le chef de la Coalition démocratique unitaire (CDU), Jorge Cordeiro, a salué aujourd'hui les "progrès électoraux significatifs" et a souligné les triomphes municipaux à Cuba, Alandroal, Alcacer do Sal, Sines et éventuellement Évora. "Nous sommes en mesure d'affirmer que les résultats connus à ce jour montrent, un progrès électoral significatif de la CDU en termes de vote, et obtient un nombre plus important d'élus dans la plupart des chambres, la CDU a conservé ses villes ou a récupéré celles perdues lors des élections précédentes".

La CDU obtient 12,01% (580.829 voix) pour le renouvellement des Assemblées municipales et gagne 703 élus.

La CDU obtient 11.95% (577.606 voix) pour les Assemblées paroissiales et obtient 1922 élus.

**Deux interventions en commission Culture et éducation
(Marie-Christine Vergiat)**

La 1ère concerne la présentation des enjeux de la réforme d'un projet de directive sur les biens culturels. Je suis rapporteure sur ce texte. C'est un sujet très technique et très juridique et c'est d'ailleurs pour cela qu'on a bien voulu me le laisser tout en me refusant un rapport sur la diversité culturelle <http://www.eurocitoyenne.fr/content/echanges-de-vues-sur-le-projet-de-rapport-relatif-la-restitution-de-biens-culturels-ayant> Ce rapport sera soumis au vote de la plénière du Parlement européen en avril 2014... Donc affaire à suivre.

La 2ème intervention concerne un rapport présenté par un député conservateur polonais intitulé "Mémoire historique dans la culture et l'éducation dans l'Union Européenne". Tout un programme. Je vous invite à lire ce rapport qui est pour le moins marqué d'un certain anticommunisme et qui porte surtout une drôle de conception de l'Histoire (vous trouverez un lien avec ce rapport dans le texte de présentation de mon intervention <http://www.eurocitoyenne.fr/content/intervention-sur-la-memoire-historique-dans-la-culture-et-leducation-dans-lunion-europeenne>

Il ne s'agit pas de nier les horreurs du stalinisme mais de laisser l'Histoire aux mains des historiens et d'éviter toute instrumentalisation politique. On sait malheureusement où cela peut conduire... Je peux comprendre que ceux et celles qui ont vécu dans les pays de l'Est durant ces périodes difficiles aient envie (besoin) que l'on sache ce qui s'est passé dans leur pays mais ce n'est possible que si on fait le même travail à l'Ouest en n'oubliant pas que des dictatures ont sévi au sud de l'Europe jusqu'aux milieux des années 70 pas plus que l'on ne peut continuer à occulter les méfaits du colonialisme. J'ajoute comme je l'ai dit dans mon intervention que l'on ne peut avoir une vision purement négative de l'Histoire qui n'a pas commencé au XXème siècle. Je dois reconnaître que le débat qui a eu lieu en commission a été plutôt intéressant et très négatif par rapport au projet qui nous était soumis. Reste à savoir comment ce texte va évoluer et quelle sera la version qui sera soumise au vote du Parlement européen.

Les députés du Front de gauche ne renoncent pas !

<http://andrechassaigne.over-blog.com/article-les-deputes-du-front-de-gauche-ne-renoncent-pas-120350858.html>

L'interpellation de militants ou sympathisants du Front de gauche sur le rôle que doit jouer un député Front de gauche à l'Assemblée nationale est légitime. Elle l'est d'autant plus lorsque les orientations prises par une majorité élue sous une étiquette de gauche ne répondent pas aux attentes populaires. Elle prend cependant une dimension particulière quand elle se transforme en mise en cause publique par celui qui a été notre candidat aux élections présidentielles. Sans esprit de polémique, une nouvelle fois, je souhaite apporter des éléments essentiels au débat concernant les orientations des députés du Front de Gauche, mais aussi leur liberté de vote et leur relation avec leur organisation politique.

Sur notre positionnement politique, je tiens d'abord à rappeler que les 10 députés du Front de Gauche n'ont pas voté la confiance au Gouvernement suite au discours de politique générale de 2012. Pour autant, nous n'avons pas fait le choix de l'opposition systématique, considérant que cette posture ne permettait pas de peser sur le contenu des textes en discussion et sclérosait toute possibilité de rassemblement.

Tout en combattant sans concession les textes inacceptables qui nous sont soumis, nous soutenons ce qui va dans le bon sens et répond aux attentes populaires, défendons des amendements pour améliorer les projets de loi, jusqu'à la décision du vote final à l'issue des débats et des avancées obtenues. Nos interventions portent bien évidemment devant la représentation nationale les éléments de notre programme « l'humain d'abord », que nous déclinons aussi en propositions de loi. Des évolutions législatives nous paraissent en effet essentielles pour concrétiser véritablement une politique de progrès social. C'est notamment le cas dans le cadre des « niches parlementaires » réservées aux groupes parlementaires. Le 16 mai dernier, la première séance de cette législature réservée au groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine, comprenant les 10 députés du Front de Gauche, nous a notamment permis de mettre en débat à l'Assemblée nationale notre proposition de loi déposée dès le 26 septembre 2012, reprise et adoptée au Sénat, demandant l'amnistie des faits commis à l'occasion de mouvements sociaux et d'activités syndicales et revendicatives, ainsi que celle visant à interdire les licenciements boursiers et les suppressions d'emplois abusives. Toutes les deux ont été rejetées. Seule notre proposition de loi visant à supprimer le mot « race » de notre législation a trouvé une majorité et a été adoptée afin de mettre fin à un concept qui n'a aucun fondement scientifique et qui légitime juridiquement les idéologies racistes. L'ensemble de ce travail parlementaire n'a d'autre objectif que de convaincre largement à gauche sur la nécessité de mesures législatives réellement transformatrices.

Une seconde question régulièrement soulevée est celle de la liberté de vote des députés de notre groupe. Elle touche directement à notre conception de la démocratie et de l'activité parlementaire. Les parlementaires communistes ont fait leur choix depuis longtemps sur cette question. Notre liberté de vote n'est pas une innovation datant de juin 2012 !

Cette décision a été formalisée par le groupe communiste en 1993. Elle n'a jamais été remise en cause depuis, alors même que le groupe a compté parmi ses membres des secrétaires nationaux du PCF (Robert Hue et Marie-George Buffet). Nous ne sommes d'ailleurs pas les seuls à gauche à défendre cette position, et elle n'est pas limitée à l'Assemblée nationale, puisqu'elle se pratique aussi au sein de nos groupes politiques, dans les différentes collectivités territoriales et jusqu'à la composante française de la Gauche Unitaire Européenne (GUE) au Parlement européen.

Cette exigence est en particulier portée par les élus membres du Parti de gauche qui en font même une condition de leur participation aux groupes Front de gauche. La décision de vote des députés Front de gauche est toutefois systématiquement prise collectivement, après débat au sein de notre composante du groupe GDR. C'est bien sûr aussi le cas sur les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale. Ceux de 2014 ne font pas exception, même si nous avons déjà déclaré, qu'en l'état, notre opposition à ce projet de budget est sans ambiguïté : la réduction des dépenses publiques est notamment d'une gravité extrême. Pour autant, nous prendrons, comme chaque fois, notre décision collectivement, en lien avec les sénateurs du groupe CRC (Communistes, républicains et citoyens) avec lesquels nous avons un échange hebdomadaire pour accorder les votes des deux groupes.

Dans les faits, il est cependant extrêmement rare qu'un député du Front de gauche ne vote pas comme l'ensemble du groupe. Cela s'est produit deux fois depuis le début de cette législature : sur le mariage pour tous, et sur le cumul des mandats.

Quant à l'autonomie des décisions de nos députés à l'égard de leur organisation politique, elle est encore plus ancienne. Ce qui, bien évidemment, n'empêche pas, dans la période actuelle, les échanges et la prise en compte des orientations portées par le Front de gauche ! Nous avons toujours été ouverts au dialogue et disponibles pour un travail commun, comme avec la proposition de loi sur les licenciements boursiers.

Je considère par ailleurs que nous sommes, comme députés, les représentants de la nation et des citoyens, et non d'un parti ou d'une organisation politique. Notre indépendance a, en ce sens, toujours été précieuse. Tous les républicains de cœur sont attachés au principe constitutionnel de nullité des mandats impératifs. L'ambition du programme partagé du Front de Gauche, présentant les fondements d'une VIème République, renforçant le régime parlementaire, et rétablissant « la primauté de l'Assemblée nationale sur l'exécutif », appuie d'ailleurs ce principe. La concrétisation d'un véritable « statut de l' élu dans toutes les collectivités » y fait aussi implicitement référence. Sur le fond politique, ce principe est d'autant plus important lorsque l'on prend aujourd'hui la réalité de la représentation nationale, qui compte, sur 577 députés, 292 députés membres du Groupe Socialiste, républicain et citoyen, 17 députés membres du Groupe écologiste, 16 députés membres du Groupe radical, républicain, démocrate et progressiste, 15 députés membres du Groupe de la Gauche démocrate et républicaine, dont font partie les 10 députés du Front de Gauche. Nous ne pouvons pas affirmer d'un côté qu'une majorité de gauche portant un changement de cap est possible, en rassemblant des députés de toute la gauche parlementaire actuelle, donc sur la base de leur propre réflexion, conscience, indépendance et liberté de vote, et de l'autre, agiter le chiffon rouge en mettant en cause les députés Front de gauche qui ne seraient pas assez respectueux de leur organisation ou de consignes politiques prédéterminées.

Une caporalisation par un mandat impératif, en imposant un lien indéfectible avec une organisation politique, serait une régression démocratique contradictoire avec notre volonté d'amener d'autres députés de gauche sur nos positions, parfois en rupture avec les orientations de leur propre organisation. Prenons quelques exemples concrets. Un tel mandat subordonné aux exigences d'une organisation aurait-il permis à 20 députés du groupe socialiste et 12 députés du groupe écologiste de voter contre le projet de loi autorisant la ratification du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire (TSCG) ? Un tel mandat aurait-il permis à 20 députés du groupe socialiste de voter contre ou de s'abstenir sur la transcription de l'ANI ? Dans ces deux exemples, la réponse est évidente.

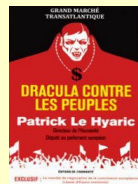
Pour autant, et je l'ai souvent exprimé, l'irruption citoyenne est décisive pour changer les rapports de force et pour que nous ne nous enfermions pas dans une citadelle parlementaire. Le travail de conviction et de rassemblement autour de nos idées et propositions, dans un processus continu de conquête, est aussi nécessaire pour parvenir à gagner des majorités, même ponctuelles, lors des votes sur les textes ou amendements présentés. Convaincre et rassembler, c'est le fond de la pratique quotidienne des 10 députés du Front de Gauche. Chercher en permanence à ouvrir des brèches dans les politiques d'austérité, nuisibles à la vie quotidienne des Français comme des Européens est pour nous une exigence. Elle ne peut être considérée comme une forme de renoncement, même si j'ai conscience que ce travail est sans doute bien moins visible, et moins facilement compréhensible, que des oppositions catégoriques dont le prêt à penser médiatique est si friand. La critique, régulièrement entretenue, selon laquelle les membres du groupe des députés du Front de Gauche seraient totalement déconnectés des réflexions et propositions de leurs organisations politiques respectives paraît d'ailleurs bien malvenue, tant je peux témoigner que les actes et les prises de position dans les débats et lors des votes sont mûrement réfléchis en prenant toujours bien en compte les besoins et attentes de la population, comme la nécessité impérieuse d'ouvrir les portes du changement et du progrès social. Cette critique est parfois pesante, et je le dis, alimente des procès d'intention, voire des mises en cause personnelles, qui accablent l'idée d'élus soumis à des influences fictives, ou dont le « crétinisme » empêcherait toute réflexion objective. C'est là aussi une négation difficilement acceptable des capacités d'analyse des députés eux-mêmes sur leur propre place et rôle dans le champ politique actuel.

Plus fondamentalement, cette appréciation s'appuie sur des postures politiques, au détriment du travail idéologique construit, avec patience et obstination, dans les luttes et dans les assemblées, donc au cœur des réalités telles qu'elles sont et non telles que nous voudrions qu'elles soient. Elle néglige l'état de conscience des gens et, de ce fait, prépare de graves désillusions populaires. Elle contribue aussi à entretenir des conflits artificiels au sein du Front de gauche, centrés sur des rapports de force internes à notre rassemblement, plutôt que construire les fondements de la transformation sociale qui est notre objectif commun.

Convaincre point par point, et chercher à rassembler, c'est surtout ne jamais sous-estimer la capacité de mobilisation des citoyens. Pensons au Front populaire, et aux avancées sociales obtenues à cette période ! L'histoire de notre pays montre que les conquêtes sociales se sont toujours concrétisées durant les périodes de rassemblement des forces de gauche.

Ce rapport de force essentiel aux orientations politiques de la représentation nationale trouve d'ailleurs sa parfaite traduction dans les choix opérés aujourd'hui, dans un sens totalement différent, avec la prééminence des forces du capital dans les moyens de pression et d'élaboration de la décision politique.

Au regard de la situation sociale et économique du pays, nous continuerons à combattre sans relâche les choix libéraux assumés par le Président de la République et son Gouvernement. Ce sera bien évidemment le cas durant la discussion du Projet de loi de finances pour 2014. Ce sera aussi le cas lors du débat sur la réforme des retraites. A cette occasion, comme ils l'ont fait sur l'Accord National Interprofessionnel, les députés du Front de Gauche seront en première ligne pour construire le rapport de force favorable à des avancées réelles.



A LIRE : Nouveau livre de Patrick Le Hyaric

" DRACULA CONTRE LES PEUPLES "

Qu'est-ce que le « marché transatlantique » ?

Voici le livre qui révèle en exclusivité le texte sur lequel la Commission européenne négocie, depuis le 6 juillet dernier, avec le gouvernement des USA, dans le secret absolu, la création d'un « marché unique transatlantique ».

La Commission européenne et le gouvernement refusent de mettre ce texte à disposition du grand public.

Dans ce livre, il est décrypté, disséqué, pour mieux en comprendre les enjeux :

- D'où vient ce projet ? Qui est à la manœuvre ?
- Au service de qui ?

Réforme de la PAC. Occasion manquée !

La semaine dernière, une réunion conjointe des représentants du Parlement européen, du Conseil européen et de la Commission de Bruxelles a quasiment finalisé la réforme de la Politique agricole commune, en discussion depuis le mois d'octobre 2011.

Nous avons souligné quelques petites dispositions nouvelles positives telle que la reconnaissance de « l'agriculteur actif », dans l'attribution d'aides publiques ; quelques dispositions pour l'aide à l'installation ; une conditionnalité environnementale des aides. De même, le principe dit de « convergence interne », c'est-à-dire le versement du même niveau d'aide à l'hectare pour un petit agriculteur comme pour le grand producteur de céréales de la Beauce est une mesure de justice attendue. Le projet de verser une surprime nationale aux cinquante premiers hectares, peut, s'il est judicieusement mis en œuvre, constituer un début de rééquilibrage en faveur des plus petits exploitants.

Mais ces orientations ne permettent cependant pas une modification substantielle positive de la Politique agricole commune. L'enjeu de la rémunération du travail par des prix de base intra-communautaires est abandonné au profit de la mise en concurrence des paysans entre eux, au cœur de l'ultralibéralisme le plus débridé. Or, tout dépend de cela. Qu'il s'agisse de l'emploi agricole, de la vie des territoires, de la qualité alimentaire et de l'environnement. C'est cet ultralibéralisme qui surexploite le travail paysan, pousse les agriculteurs au bout de leurs forces, sans rémunération convenable, alors que la pression « productiviste » a de multiples effets pervers sur l'environnement et la ruralité. En démantelant tous les outils de régulation des prix et des productions, comme la fin programmée des quotas laitiers, la Politique agricole commune détruit l'agriculture paysanne au profit de la concentration agricole et d'une agriculture de plus en plus industrialisée.

Une politique agricole européenne devrait donc d'abord créer les conditions de prix justes, lancer de nouvelles initiatives en faveur de l'emploi agricole, pour valoriser les territoires ; pour soutenir les petites et moyennes exploitations. Ce n'est pas l'orientation de la PAC réformée. Pire, le projet peu audacieux du plafonnement des aides et de la dégressivité de celles-ci, qui avait été voté par le Parlement européen a été balayé en quelques heures, dans le cadre d'un chantage honteux, où le Conseil européen a menacé de retarder le paiement des aides publiques devant être versées cette année. La politique agricole réformée ne répondra donc en rien aux puissants défis actuels et à venir du monde agricole et paysan et aux enjeux européens et mondiaux de souveraineté alimentaire et d'action contre la famine, ainsi qu'au défi de l'emploi, de l'environnement et d'une ruralité vivante.

Cette politique agricole européenne insérée dans l'ultralibéralisme mondialisé n'est faite ni pour les agriculteurs, ni pour les consommateurs mais pour les grands exploitants, l'agro-industrie et quelques centrales de distribution. Une rupture avec ces orientations est indispensable.

EGAUX DEVANT L'IMPÔT ?

Le budget 2014 taxe les ménages et assiste les riches

Alors que le pouvoir d'achat stagne, les familles vont subir cette année encore un véritable matraquage fiscal. Le gouvernement maintient le gel fiscal décidé sous Sarkozy contre lequel toute la gauche s'était mobilisée. Résultat, en 2 ans, l'ensemble des salariés voient leurs impôts augmenter et ce sont deux millions de contribuables nouveaux qui vont payer l'impôt sur le revenu.

Prendre dans la poche du peuple...

Effet boule de neige, ces dernières familles perdront, maintenant, toute une série d'aides qui contribuaient à les maintenir la tête hors de l'eau. A cela s'ajoute, la suppression pour deux millions de personnes seules ayant élevé un enfant d'une demi-part, un nouveau rabotage du quotient familial, la suppression de la réduction d'impôt pour enfants scolarisés dans le secondaire et dans le supérieur, l'augmentation des cotisations sociales et l'alourdissement du poids de la fiscalité locale. Et le 1er janvier, la TVA, cet impôt particulièrement injuste, passera de 19,6 à 20% et sur le taux intermédiaire de 7 à 10%



.. pour donner aux riches...

Les entreprises auront reçu cette année 55 milliards d'aides publiques. Soit 20 milliards au titre du Crédit Impôt Compétitivité Emploi, 5 milliards au titre du Crédit Impôt Recherche et 30 milliards au titre des exonérations de cotisations sociales, que l'État réinjecte dans les comptes de la sécurité sociale en puisant dans ses recettes propres. Et au budget 2014, aucun impôt supplémentaire n'est prévu pour les entreprises.

Si on y ajoute les 50 milliards versés par l'État au titre du remboursement des intérêts de la dette, soit l'équivalent du budget de l'éducation nationale, on atteint un montant de plus de 100 milliards, soit 1/3 des recettes fiscales directement versées dans la poche des actionnaires et autres prédateurs financiers.

.. c'est Robin des Bois à l'envers !

Le trop d'impôt, thème cher à la droite et au patronat, repris par le Medef et les plus fortunés qui hurlent à la spoliation fiscale, c'est de l'intox. Et en plus, c'est inefficace contre la crise. Ce qu'il faut baisser d'urgence, c'est le coût du capital, c'est à dire la ponction des profits et de la finance sur notre avenir.



Dans la logique de Bruxelles de réduction du déficit public pour soutenir les marchés financiers, les hausses fiscales pratiquées par le gouvernement ont une dimension anti économique et anti sociale. Non seulement les recettes nouvelles sont dirigées vers la finance mais leur prélèvement ruine la consommation des ménages, ralentit la croissance et tarit la base fiscale qu'est la production de richesses. La croissance en 2013 sera à nouveau atone et les recettes fiscales même en augmentant les taux et le nombre d'impôts ou de taxes ne permettront pas d'encourager une relance réelle.

Une réforme fiscale, pour mieux répartir la richesse et orienter sa production

Une réforme fiscale est impérative pour combattre les inégalités, pénaliser la croissance financière des capitaux, les délocalisations. Et à contrario, encourager les comportements favorables à la croissance de l'emploi et des richesses réelles. Redistribuer et impulser un nouveau mode de production des richesses, tel est le sens d'une réforme fiscale, levier d'une relance ayant en son cœur la refonte du système bancaire et de la politique du crédit. Elle s'appuierait sur les mesures suivantes:

- ▶ un impôt sur le revenu de type universel à taux et au nombre de tranches relevés ;
- ▶ un impôt sur les sociétés progressif et modulé selon l'affectation des bénéfices.
- ▶ un nouvel impôt territorial (Taxe professionnelle) assis sur le capital des entreprises, taxant leurs placements financiers
- ▶ un Impôt Sur la Fortune au barème progressif rehaussé, intégrant les biens professionnels modulés en fonction des efforts consentis en matière d'emplois et de formation.
- ▶ Un recul de la pression fiscale sur la consommation (TVA, TICPE actuellement 60% des recettes fiscales)
- ▶ Une réforme de la fiscalité directe locale passant par une véritable révision des bases d'imposition et le plafonnement de la taxe d'habitation.

Alors non, il n'y a pas trop d'impôts. Ils sont répartis injustement. Pour plaire au Medef et à Bruxelles, le gouvernement épargne les puissants, taxe les salariés et les familles, taille dans les services et les dépenses publics utiles aux pays et aux habitants-es. Bien loin d'ouvrir une issue à la crise, il enfonce le peuple dans les difficultés. On attendait autre chose d'un gouvernement de gauche !

Alors l'impôt c'est quoi ?

L'impôt se présente sous deux formes : des prélèvements directs et des prélèvements indirects. Chacun de ces prélèvements repose sur une base propre, qu'on appelle assiette. Il s'agit de la consommation pour les impôts indirects dénommés taxes (TVA, TICPE ex TIPP, etc.). Quant à l'assiette des impôts directs, elle est constituée par le revenu qu'il soit du travail, du capital, voire de la fortune et qu'il concerne des personnes ou des entreprises. S'agissant de la fiscalité locale, elle est à mi chemin entre ces deux formes de représentation de l'impôt.

Quelle égalité devant l'impôt ?

Chaque personne, qu'elle soit une personne physique ou une personne morale (sociétés et entreprises) est soumise à l'impôt. Son calcul s'effectue en appliquant pour les taxes un taux unique dit proportionnel qui s'applique indifféremment du revenu de chacun et un barème à taux progressifs tenant compte du revenu de chacun, pour les impôts directs. L'impôt sur les sociétés, impôt direct à taux unique fait exception à ce principe. Quant aux impôts directs locaux, (taxe foncière ou d'habitation) leur calcul repose sur une base indiciaire, montant censé représenter la valeur des biens imposés.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :

Un village d'insertion pour les Roms dans les beaux quartiers de Paris

<http://www.humanite.fr/societe/un-village-dinsertion-pour-les-roms-dans-les-beaux-550515>

C'est le vœu que va proposer au vote le groupe Front de Gauche lors du prochain Conseil de Paris des 14 et 15 octobre.

Le vœu que proposera Ian Brossat (PCF) en séance dans dix jours fait notamment valoir qu'"en Île-de-France vivent 10.000 des 17.000 ressortissants Roms en France, (...) dans des conditions de misère extrême, indignes de notre pays". Et que "considérant la volonté du gouvernement de voir créer 50 villages d'insertion à travers la France", la Ville de Paris doit aussi prendre une part "active" à cette politique.

Les motivations ne manquent pas

Le président du groupe Front de gauche au conseil de Paris propose de le bâtir dans le très huppé XVIème arrondissement de la capitale, arrondissement qui a perdu près de 50.000 habitants lors des quarante dernières années, selon l'INSEE, et qui ne manque pas d'espace puisqu'il est le plus vaste. Ian Brossat ne manque pas d'arguments et les liste dans une belle série de "considérant que" qui motive son vœu :

- "considérant que les expulsions et les destructions des bidonvilles et squats de ressortissants Roms se poursuivent sans solutions d'hébergement, précarisant les familles et la scolarisation des enfants

- considérant la circulaire interministérielle du 26 août 2012, prévoyant un accompagnement de toute personne expulsée d'un campement illicite afin de concourir à son insertion sociale –que ce soit à travers la mise à l'abri, la scolarisation, la santé ou la formation à un emploi

- considérant que la politique discriminatoire de l'État qui empêche les travailleurs Roms d'accéder à l'emploi dans des conditions normales, contribue à aggraver la situation de milliers de familles contraintes de survivre dans des conditions indignes de la République

- considérant qu'il est possible de traduire en actes la volonté de mettre en œuvre l'égalité des droits pour tous: droit au logement, mais aussi droit au travail, droit à l'éducation, droit à la dignité

- considérant que seule la puissance publique peut organiser les dispositifs d'habitat à vocation sociale (hébergement, logements adaptés et logement social) et d'accompagnement social en direction des personnes et des familles en grande difficulté (périmètre en particulier du dispositif d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion, AHI)

- considérant que la création de « village d'insertion », tels que ceux mis en place par les villes de Strasbourg, Grenoble ou Lille, donne des résultats tangibles

"Plutôt que de stigmatiser et d'instrumentaliser cette question il faut trouver des solutions et répartir l'effort de solidarité entre les arrondissements", a expliqué Ian Brossat à l'AFP vendredi. "Je pense que la gauche doit être à l'offensive sur cette question des Roms et ne doit pas emprunter le discours de la droite comme le fait Manuel Valls", a-t-il ajouté.

Ce vœu, qui n'a pas de valeur juridique à l'inverse d'une "délibération" du Conseil de Paris, permet à un groupe politique d'interpeller l'assemblée municipale sur un sujet d'actualité et de susciter un débat. Nul doute que celui-ci provoquera des échanges éclairants entre groupes politiques et municipalité.

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=humanite>



Élections autrichiennes : les communistes résistent, avec leur meilleur score depuis 1975, face à une droitisation générale

Article AC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net> (extraits)

Le Parti communiste autrichien (KPO) : un score modeste mais encourageant

Dans ce contexte sombre, un léger motif d'espoir est à souligner : la bonne tenue du Parti communiste autrichien (KPO) qui, avec plus de 1 % des voix, progresse par rapport à 2008 (+ 0,3%).

Le résultat paraît modeste mais il doit être mis en perspective dans le climat hostile pour les communistes en Autriche. De fait, en termes de pourcentages de voix, il s'agit du meilleur score pour les communistes depuis ... 1975.

Après-guerre, le KPO avait bien connu une poussée, reconnaissance de son rôle dans la résistance et du poids de l'Union soviétique dans l'Autriche libérée, mais elle n'a jamais dépassé électoralement les 5%, retombant dès les années 1960 en-dessous de 1 %.

Si le Parti a, comme en Allemagne, envisagé dans les années 2000 de fonder un « Die Linke » autrichien, cette idée est désormais remise, après quelques revers électoraux du « Linke » autrichien et face à l'opposition de certaines fédérations, comme celle de Styrie.

Dans la campagne, le KPO a mis l'accent sur la mise en échec des plans d'austérité, la dénonciation du démantèlement des services publics, la critique d'une Union européenne au service des banques et le refus d'apporter une caution aux partis du consensus dominant : droite comme SPO.

Si les résultats sont bien répartis sur le territoire, ils se révèlent sans surprise meilleurs dans le bastion de Styrie (1,8%, dont 3,5% à Graz) connus pour ses positions révolutionnaires et à Vienne (1,7%) ainsi que dans les grandes villes comme Linz (1,4%), Innsbruck (1,4%) ou Salzburg (1,2%).

Si le constat général des élections autrichiennes est alarmant avec recours de plus en plus notoire du capital à des formations diverses d'extrême-droite pour canaliser la colère population, le maintien en vie d'un Parti communiste offre la base la plus sûre idéologiquement de résistance aux politiques du capital et à la menace du fascisme.